

autre, dans sa politique étrangère et militaire, le Canada, tout en étant obligé de conserver un même cap pendant cette étape de négociations, devra s'interroger sur toute une gamme d'options fort imprévisibles, dans un domaine où la mise en oeuvre des décisions prend du temps et coûte très cher.

L'engagement pris par le Canada de déployer un contingent en Europe constitue depuis longtemps la pierre angulaire de sa politique de sécurité et de défense, laquelle est fondée sur la défense collective, mais cette politique comporte plusieurs autres impératifs clefs, dont chacun risque de changer, car de formidables pressions s'exercent de toutes parts dans ce contexte. Pendant quelques mois après la parution du budget, le gouvernement a essayé de soutenir que la trame du Livre blanc demeurerait intacte, mais il a tenté par la suite d'en faire une « mise à jour » fondamentale, et en novembre, le premier ministre a admis que la politique de 1987 était désormais dépassée.

Le défi extraordinaire qui se pose désormais, en une période où l'échiquier politique mondial bouge à un rythme vertigineux et où les ressources budgétaires se font rares, consiste à prendre des décisions qui donneront aux stratèges de la Défense canadienne et au personnel de nos forces armées des orientations raisonnablement claires et stables et des garanties crédibles qu'ils disposeront de l'équipement nécessaire pour bien remplir les tâches qui leur seront confiées. Pour relever ce défi, il n'y a désormais plus d'autre solution que de tenir un débat public en profondeur sur les besoins et les options, ce qui est un processus rare dans le domaine de la défense. L'histoire du Livre blanc de 1987 sur la Défense montre que les Canadiens et Canadiennes ne sont plus disposés à accepter comme parole d'évangile les descriptions simplifiées qui suffisaient au plus fort de la Guerre froide relativement aux menaces, aux réactions qu'elles appellent et aux responsabilités incombant à leur pays. Malgré tout, d'après les sondages d'opinion menés par l'Institut, la population canadienne préconise encore une politique de défense axée sur la prudence et une coopération responsable avec les pays alliés. Dans ce contexte, l'Institut (avec d'autres organismes) est résolu à offrir une tribune où, grâce à une préparation sérieuse, il pourra favoriser au cours des mois cruciaux qui viennent un débat public sérieux sur la politique de défense.

Questions à débattre entre esprits bien informés

Comme un débat public informé offrira désormais la meilleure défense en faveur de la Défense, il est essentiel qu'un groupe beaucoup plus vaste de Canadiens et de Canadiennes commencent à comprendre un